

Swift-On

Avec Swift-On, vous recevez un mail de confirmation pour toutes vos opérations internationales.



www.boatogo.com



Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !



HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT :
De la nécessité d'appliquer les prix suivant le marché international P.3



Le ministre du Commerce, Adédzé Kodjo

COVID 19 :
Un New Deal sollicité par les pays africains



Un vaccinodrome

P.5

COOPERATION :
Resserrement des liens entre l'Allemagne et le Togo P.6



Echange de documents entre les ministres Müller (g) et Dussey (dt).

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations. **Journalemploi.com** Tel 22 20 05 53

Météo du jour

Matin:
Partiellement nuageux
30°C

Après-midi:
Partiellement nuageux
29°C

LE MEDIUM

www.lemedium.info

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N°0453 du 15 au 21 Juin 2021- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE :

Les nouvelles simagrées de l'ANC

P.3



Jean-Pierre Fabre



CORIS BANK INTERNATIONAL,
NUMÉRO UN AU TOGO
Premier soutien
de l'Etat Togolais sur
le marché des titres.

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>



EDITO

La réussite, une décision courageuse

Dans notre société, force est de constater que l'Homme qui y est né et vit, connaît des réussites et, quelques fois, des échecs dans ses entreprises.

Sous le coup de la déception, on se trouve rapidement des causes d'échecs et c'est le prochain qui en serait responsable. On s'évite de se mirer et de faire cet exercice d'introspection. Oubliant que l'ennemi que nous combattons tous les jours se trouve en nous-mêmes. Pourtant, l'Homme dispose de tous les outils nécessaires pour réussir. Il suffirait très simplement de savoir les manier, les utiliser à bon escient.

S'il est reconnu que la réussite est au bout de l'effort, il sied aussi de cheminer dans la réflexion avec Peter Drucker en s'appropriant sa pensée " Chaque fois que vous voyez une entreprise qui réussit, dites-vous que c'est parce qu'un jour quelqu'un a pris une décision courageuse ".

Avoir une vision c'est bien, mais faut-il encore avoir suffisamment de courage pour la transformer en réalité. Le courage est ce qui fait toute la différence. C'est dire, qu'on peut mettre en place tous les plans qu'on veut, on peut tout préparer, tout anticiper, mais si on n'a suffisamment pas de courage pour agir, pour passer à l'action, on ne sera qu'un simple rêveur parmi tant d'autres. Car agir demande souvent du courage, nous enseigne-t-on.

Et lorsqu'on parle de réussite, comme une décision courageuse, il faut tout de même reconnaître qu' "une petite impatience ruine un grand projet". Ce n'est pas nous qui l'affirmons, mais un Proverbe Chinois.

Le courage a bien sa place dans toute réussite. Mais il ne faudra pas perdre de vue qu'une petite impatience peut tout faire échouer. Autrement, lorsque nous nous engageons dans une nouvelle voie ou lorsque nous voulons accomplir quelque chose qui nous tient réellement à cœur, nous avons souvent envie d'y parvenir le plus rapidement possible. Nous avons envie d'avoir des résultats tout de suite.

Or, la poursuite d'un rêve ou l'accomplissement d'un projet quelconque doit toujours être une aventure. Pas de précipitation. Il faut prendre le temps, et apprécier le voyage. Et être courageux pour réussir.

Crédo TETTEH



Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos: KEKERE Razak
Impression : SDR
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (90 975256)

ECONOMIE / OTR :

Une cartographie fiscale du territoire bientôt disponible

L'Office Togolais des Recettes (OTR) envisage de dresser une cartographie fiscale du territoire. C'est dans ce cadre qu'une opération de collecte de données sera lancée très prochainement.

Réalisée par des agents recenseurs, de concert avec les communes du pays, cette opération consistera à un recensement fiscal géolocalisé par région. Selon

l'OTR, les agents auront besoin de six semaines dans chaque région.

Dans cette optique, l'Office lance un appel à candidatures pour recruter des agents recenseurs qui s'ouvre à partir du 25 juin prochain et s'adresse aux Togolais et Togolaises âgés de 35 ans au maximum au 1er janvier.

Notons que l'OTR a démarré, depuis plus d'une année, une



Le siège de l'OTR à Lomé

politique de décentralisation fiscale avec l'effectivité des communes. Cette opération est alors

un véritable test de cette décentralisation fiscale.

JPB

Hommage mérité pour Agboyibo

L'ancien premier ministre togolais Me A. Yaovi Madji Agboyibo (président-fondateur du CAR-Comité d'Action pour le Renouveau-) décédé le 30 mai 2020 à Paris (France) fait l'objet d'un Colloque scientifique international ces 03 et 04 juin à Lomé en hommage à son riche parcours professionnel et son apport à la construction de la société togolaise. Une démarche scientifique qui compte à l'avenir camper aussi son décor autour de la vie d'autres acteurs politiques phares au Togo, avec pour finalité d'offrir des modèles d'inspiration aux jeunes et prochaines générations de ce pays ouest-africain.

Le Colloque "Me Yawovi Madji Agboyibo : Histoire d'une vie et d'un temps (1943-2020)" est une initiative visant à immortaliser le "parcours remarquable" de l'ancien chef de parti aux multiples talents, selon les organisateurs.

Organisé par le CDFDH (Centre de Documentation et de Formation sur les Droits de l'Homme), en collaboration avec la CNDH (Commission Nationale des Droits de l'Homme), l'UL (Université de Lomé), la SCPA (Société Civile Professionnelle d'Avocats) Agboyibo et Associés, le CGDPC (Centre pour la gouvernance démocratique et la prévention des crises) et d'autres organisations de la société civile, ce Colloque a plan-



La table d'honneur

ché sur les "idées et les méthodes de l'ancien Premier ministre togolais" qui aura marqué pendant plus de trois décennies la vie sociopolitique du Togo et de l'Afrique.

Selon le président du Comité scientifique de ce Colloque, "il ne s'agit pas seulement d'un colloque en hommage à un personnage aussi illustre, mais aussi de questionner la vie et le temps auquel a appartenu le personnage. Cela posera le problème du rôle de l'acteur dans la société et de ce que la société a pu jouer comme influence sur le façonnage de l'acteur. (...) Au-delà de l'homme Agboyibo, c'est l'histoire de toute une période qui sera convoquée à travers ce Colloque", précise Pr Joseph Koffi Nutefé Tsigbe.

La cérémonie d'ouverture du Colloque scientifique de ces 03 et

04 juin a été meublée essentiellement par des conférences inaugurales marquées par les témoignages du Pr Jean-François Owaye du Gabon (historien de l'Université Omar Bongo de Libreville), d'Aboudou Assouma (Président de la Cour constitutionnelle du Togo) et de Me Robert Dossou (ancien Bâtonnier du Bénin).

Un homme, un parcours

Le Colloque de Lomé, autour de l'héritage intellectuel de Me Agboyibo, aura des composantes en 5 axes : 'Agboyibo, l'avocat et le défenseur des droits humains' ; 'Homme politique : parcours et contribution à la naissance et à l'avancée de la démocratie togolaise' ; 'Agboyibo : un intellectuel produit de son temps ?' ; 'L'homme du peuple et des valeurs africaines' ; 'La

dimension internationale de l'homme'.

Une vingtaine d'enseignants-chercheurs des Universités publiques du Togo et d'éminentes personnalités étrangères ont animé les sous-thèmes retenus durant ce Colloque de 48h. Des leaders de partis politiques togolais ont été aussi de la partie en tant que participants.

Me Yawovi Madji Agboyibo a été Premier Ministre, premier Président de la CNDH, ancien Bâtonnier du Togo et Président national du CAR. Du 12 octobre 1998 à 2005, il a aussi présidé l'UPADD (Union des partis africains pour la démocratie et le développement), partenaire africain du PPE (Parti populaire européen) au Parlement européen. Elevé à la dignité de 'Commandeur de l'ordre du Mono' le 27 avril 2008, de 1990 à 1999, il a en outre été membre du Comité des Droits de l'Homme de l'UIP (Union interparlementaire) dont il a été vice-Président puis Président. Par ailleurs, de 1990 à 1995, Me Agboyibo a siégé au Conseil pontifical 'Justice et Paix' du Vatican présidé par le Cardinal Roger-Marie Elie Etchegaray (sous le Pape Jean-Paul II).

Il est également l'auteur de 4 ouvrages, dont le dernier était intitulé : "Ce que les Anciens m'ont dit sur Kouvé", 'Editions Continents', en janvier 2020.

Dodo ABALO avec @lome

TOGOSTARTUP.COM

Nous aidons les entrepreneurs à vendre ou à transmettre leurs entreprises à d'autres entrepreneurs. Vous allez prendre votre retraite, voyager, vendre votre fonds de commerce, nous sommes là pour vous trouver des repreneurs fiables.

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

EMPLOITOGO.COM

PUBLIER VOS OFFRES D'EMPLOI ET RECRUTER LE MEILLEUR CANDIDAT SUR EMPLOITOGO.COM

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Paiement par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

EMPLOIENPOCHE.COM

PUBLIER VOS APPELS D'OFFRES, VOS MARCHES PUBLICS -INSCRIPTION COMME PRESTATAIRE

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Paiement par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

SOGESTI REVENDEUR DES LOGICIELS SAGE

Nos consultants certifiés SAGE mettront leur expérience et leur savoir-faire à votre service pour vous accompagner dans tous vos projets. Du commercial, au consultant en passant par votre chef de projet dédié, vos interlocuteurs clés assurent l'installation, le paramétrage personnalisé, la formation, le support technique ainsi que la maintenance de votre système de gestion Sage.

Sage compta monoposte à partir 600 000 FCFA

sage gescom à partir de 600 000FCFA

sage paie rh à partir de 800 000 FCFA

Pour les installations et formations, merci de nous contacter:

NOUS JOINDRE SOGESTI GROUP

139 RUE VANLARE FACE CSTT

Whatsapp : 91 06 88 07 - 96 12 04 24

info@sogesti.net

POLITIQUE : Les nouvelles simagrées de l'ANC

C'est le contraire qui aurait étonné. Les plus pessimistes sur la Concertation Nationale des Acteurs Politiques (CNAP) attendaient patiemment cette sortie du parti de Jean Pierre Fabre. Car, connaissant les habitudes de la maison orange, on ne peut que s'attendre à cette sortie plus ou moins inattendue. Dans le fond, rien d'étonnant du message de l'ANC qui annonce qu'elle se verra contrainte de ne pas s'associer au semblant de consensus qui se dessine contre son gré.

Par Ali SAMBA

Dans son escarcelle de revendication, la vieille rengaine des réformes de la CENI et du cadre électoral en général. Et comme toujours, l'ANC veut que ses desideratas s'imposent à la majorité des participants à cette concertation. Dans sa lettre adressée au ministre de l'administration territoriale, Jean-Pierre Fabre écrit ceci : "le rejet par le gouvernement des mesures qui, à l'évidence, doivent contribuer à la transparence des élections et empêcher la fraude, confirme, une fois encore, le manque total de volonté du pouvoir en place, d'assainir le cadre électoral de notre pays".

L'ANC, qui a saisi l'occasion de ces discussions pour réitérer clairement ses préoccupations qu'elle a fait inscrire à l'ordre du jour, a vu rejeter, parce que jugées irrecevables par le gouvernement, les propositions conséquentes, visant notamment



Jean-Pierre Fabre

la transparence et l'équité des consultations électorales. On a l'impression du déjà entendu, n'est-ce pas ? Mais il faut dire que ce n'est pas cela qui est le problème. Comme dirait l'autre, on en a l'habitude.

L'inquiétude, s'il y en avait une, c'est le sentiment que l'ANC veut manifestement plomber les discussions au sein du CNAP et mettre la pression sur les autres participants. Sinon, comment comprendre qu'elle ne veuille pas de ce "consensus" qu'elle qualifie de semblant. Qui est-elle pour vouloir s'imposer aux autres participants à la CNAP ? A l'heure actuelle, l'ANC vaut-elle mieux que les autres qui sont autour de la table ? Avec ses 4% obtenus lors de la présidentielle de l'année dernière et son absence à l'Assemblée nationale, l'ANC ne peut se prévaloir d'aucune représentativité pour vouloir s'imposer à la CNAP. Le rapport de force n'est pas à son avantage, du

moins pour le moment.

On peut comprendre la hantise du parti "orange" de recevoir une raclée de plus lors des élections régionales. De plus, si elle a participé à la présidentielle de 2020, qu'est ce qui a pu bien changer en 12 mois pour qu'elle ne veuille plus des règles sur la base desquelles elle était partante pour le scrutin de 2020? Le monde change et les Togolais aussi. La gifle que les filles et fils de ce pays lui ont administrée, démontre qu'ils ne se laissent plus avaler des couleuvres.

Les contorsions politiques sur la composition de la CENI 7+7+2+1 ne trompe personne (de plus la composition actuelle de la CENI est 5+5+3+3+1). Quand cela l'arrangeait en 2015, l'ANC y avait envoyé ses délégués qui se sont illustrés de la manière que nous connaissons. C'est cette même CENI qui lui a assuré plus d'une centaine de délégués municipaux dans tout le pays. " Il y a

donc lieu d s'interroger sur les raisons réelles de la tenue des discussions en cours, si ces dernières ne doivent pas aboutir à l'assainissement du cadre électoral et à l'apaisement du climat politique ", écrit l'ANC. On est tenté de répondre que si elle n'est plus intéressée, qu'elle libère le plancher. D'autres formations politiques l'ont fait. Le pays ne s'en porte pas mal. Les défis actuels, auxquels fait face le gouvernement pour assurer le bien-être de la population, est immense pour qu'il perde encore du temps sur des sujets de ce genre.

Si l'ANC n'est plus contente de souper à la table du dialogue parce que ses positions ne sont pas les bienvenues, elle peut aller voir ailleurs. Ceux qui vont rester et dont le souci est de permettre l'élargissement de la gouvernance locale dans notre pays, poursuivront le travail. Comme dirait l'autre, si les ingénieurs de la station de cap Canaveral aux USA devraient attendre la venue des extra-terrestres sur terre, ils n'enverraient jamais de satellites sur Mars. L'ANC peut se retirer. Et c'est son droit. Le consensus sur les questions majeures sera trouvé par ceux qui restent qui n'en sont pas moins important que l'ANC. La surenchère a assez duré. La DMK a posé ses conditions. Elle n'est pas au CNAP. Les Togolais ne se portent pas mal. Il en sera ainsi pour l'ANC, le jour il décidera officiellement de quitter le CNAP. On verra bien si le ciel tombera sur la tête des **Togolais**.

Zozo DÉBUT DE LA VISITE DU MINISTRE ALLEMAND DE LA COOPÉRATION



Le ministre allemand de la coopération économique et du développement, Gerd Müller, a entamé dimanche sa visite officielle au Togo. Le séjour, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales, a démarré par un premier entretien avec le ministre des affaires étrangères, Robert Dussey.

Le responsable s'est ensuite rendu à l'Institut national d'hygiène (fondé en 1967 par l'Etat et la coopération allemande), où il a offert au nom de son pays, des équipements (respirateurs et oxymètres) destinés aux centres hospitaliers régionaux et universitaires (CHR et CHU).

"Vous n'êtes pas seuls dans la lutte contre le Covid, nous sommes prêts à vous soutenir", a-t-il notamment affirmé au ministre de la santé, Moustafa Mijiyawa qui a réceptionné le don. Depuis le début de la pandémie, Berlin a en effet appuyé le Togo à hauteur de plusieurs milliards de francs CFA.

Ce lundi, des rencontres et des séances de travail sont prévues avec des officiels.

Source : @Republiquetogolaise.com

LE NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UEMOA REÇU AU TOGO



Quelques semaines après sa prise de fonction, le nouveau président de la Commission de l'Uemoa, Abdoulaye Diop a initié une tournée de contact dans les différents pays de l'espace. Le responsable sénégalais a été reçu au Togo par les principales autorités du pays. Tour à tour, Abdoulaye Diop et sa délégation ont été respectivement reçus par la Présidente de l'Assemblée Nationale, le Premier Ministre, puis le Président de la République.

Les différents entretiens ont porté entre autres sur le renforcement de la coopération parlementaire dans l'Union, les questions sécuritaires et économiques. La relance économique, l'économie numérique ou encore l'environnement ont également été abordés. Pour rappel, la commission de l'Uemoa compte 8 membres, provenant des Etats membres de l'organisation. Le Togo y est représenté par Kako Nubukpo.

Source : @Republiquetogolaise.com

HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT :

De la nécessité d'appliquer les prix suivant le marché international

Une fois encore, la hausse du prix des produits pétroliers fait jaser dans les chaumières du pays. De bonne guerre, puisque personne n'aime qu'on touche à sa poche. En ces temps où l'argent est devenu si rare, comme les larmes d'un chien, on comprend qu'une hausse de 80 francs sur le litre du carburant super fasse grincer des dents. Si certains trouvent que la hausse est légère en pourcentage, elle ne l'est pas pour le citoyen lambda qui utilise, par exemple deux litres d'essence par jour. Pour lui, ce sont 160 FCFA qui s'ajoutent. Il va devoir, désormais, trouver un complément de 1000 FCFA par semaine et donc grever son budget mensuel de 4000 FCFA. On rappelle qu'on ne parle que de 2 litres du Super par jour. On imagine bien qu'il faut passer à 5 ou 10 litres dans la journée. Et donc, ceux qui rouspètent ont raison.



Une station d'essence

S'ils ronchonnent, c'est à cause du taux de la hausse. Presque 20% d'un trait. Cela paraît brusque et assez élevé, surtout en ce temps de crise sanitaire ou le business est au ralenti, carrément au stop pour certaines activités. Mais, comme le soutient le gouvernement, si on s'en tient à l'évolution du prix du baril

de pétrole, depuis le dernier ajustement des prix des produits pétroliers à la pompe au Togo, avec le super sans plomb qui coûtait 425 F CFA, on peut bien comprendre cette hausse annoncée et effective depuis vendredi dernier par le gouvernement. Une hausse de plus de 277% à la date de 9 Juin 2021. Et

donc, le prix des produits pétroliers à la pompe ne saurait rester indéfiniment au prix fixé une année plus tôt.

Ce qu'on peut reprocher au gouvernement, c'est son exploit à ne pas communiquer sur les choses les plus simples. Il a été dit dans ce pays que les commandes se font par trimestre.

Depuis la dernière baisse des prix à la pompe, combien de trimestre sont passés alors que le prix du baril grimpeait allègrement ? Le gouvernement a-t-il pris la peine d'informer les associations des consommateurs et, surtout, les populations de la courbe ascendante du prix du baril ? Cela n'a pas été fait. Il est loisible que les ministres fassent le parallèle avec les pays voisins sur le prix du fuel à la pompe. Mais ils ont oublié que dans certains de ces pays, aussitôt

Suite à la page 5

ZOZO

LE FONDS AFRICAIN DE
GARANTIE OUVRE SON SIÈGE
RÉGIONAL AU TOGO



Près de trois ans après avoir signé l'accord de siège avec le Togo, le Fonds Africain de Garantie (FAG), anciennement "Fonds GARI", dispose officiellement de son nouveau siège pour l'Afrique de l'Ouest. Le nouveau bâtiment, haut de 06 étages, a été inauguré cette semaine (jeudi) à Lomé par le ministre du commerce, Kodjo Adedze en présence de plusieurs officiels.

L'implantation du joyau dans la capitale togolaise, doit non seulement permettre à l'institution de renforcer sa présence sous-régionale et de mieux accompagner les institutions financières au profit des PME/PMI, mais également soutenir le gouvernement togolais, dont la politique d'emplois et d'amélioration de l'environnement des affaires séduit : "Nous sommes engagés à accompagner davantage le gouvernement togolais dans la réalisation de ses objectifs en partageant notre expérience sur la finance verte, l'entrepreneuriat féminin et la création d'emplois pour les jeunes. Notre objectif en nous appuyant sur les nombreux acquis de la stratégie du gouvernement est de faire du Togo, un laboratoire de création de PME dynamiques, rompues à l'utilisation de la technologie verte, davantage dirigées et ou créées par des femmes et créatrice d'emplois stables pour les jeunes", a d'ailleurs affirmé le président du Conseil d'administration du Fonds, Félix Bikpo. Le nouveau siège, implanté sur une superficie de 4000 m², a coûté 3,4 milliards FCFA.

En rappel, la FAG a été lancée en 2011 par les gouvernements danois, espagnol et la BAD avec pour mission de faciliter l'accès au financement pour les PME du continent. Son siège social est à Nairobi.

Source : @Republiquetogolaise.com

MISE EN RELATION



Nouvelle boutique en ligne au Togo. 'Planbizi' propose, comme ses très nombreux concurrents, de l'électronique, de l'électroménager, des articles de jardinage, des voitures et des motos et des biens immobiliers, notamment. La plateforme met en relation vendeurs et futurs clients et prend au passage une commission.

Source : @Republicoftogo.com

CONSOMMATION :

Hausse de 1% des prix à la consommation en Mai

Selon l'INSEED, cette évolution est principalement due à l'augmentation des indices des fonctions "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+2,9%), "Articles d'habillement et chaussures" (+0,1%), "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (+0,3%) et "Santé" (+0,1%). La progression de l'indice global est, cependant, atténuée par la contraction des indices des fonctions "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-0,4%), "Restaurants et Hôtels" (-0,1%), "Biens et services divers" (-0,3%) et "Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (-1,2%).

Par Koudjoukabalo

En effet, la hausse de l'indice de la fonction de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" est soutenue par la progression des indices des postes "Tubercules et plantain" (+18,6%) ; "Légumes frais en fruits ou racine" (+13,6%) ; "Poissons et autres produits séchés ou fumés" (+3,2%) ; "Légumes secs et oléagineux" (+3,7%) ; "Céréales non transformées" (+1,3%) ; "Légumes frais en feuilles" (+5,6%) ; "Autres fruits frais" (+7,5%) ; "Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a" (+2,3%) ; "Volaille" (+5,9%) ; "Pâtes alimentaires" (+2,0%) ; "Autres matières grasses" (+5,4%) ; "Farines, semoules et gruaux" (+5,5%) et "Boissons non alcoolisées artisanales" (+8,4%). L'évolution des indices des fonctions de consommation "Articles d'habillement et chaussures" ; "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" et "Santé" est imprimée par celle des postes "Tissus d'habillement" (+0,4%) ; "Articles de ménage non durables" (+0,7%) ; "Médicaments traditionnels" (+1,8%) et "Services des auxiliaires médicaux" (+1,1%).

Au chapitre des contributions négatives, les postes, ayant contribué à la baisse des indices des fonctions de consommation "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" ; "Restaurants et Hôtels" ; "Biens et services divers" et "Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants", sont : "Combustibles solides et autres" (-3,9%) ; "Restaurants, cafés et établissements similaires" (-0,1%) ; "Appareils et articles pour soins corporels" (-5,6%) ; "Vin et boissons fermentées" (-2,0%) et "Tabac et stupéfiants" (-1,0%).

Les plus fortes hausses

L'augmentation du niveau des indices, observée en mai 2021, est le fait du renchérissement des variétés suivantes : "Igname" (+20,3%) ; "Banane plantain



"Salade verte locale (Laitue)" (+38,4%), plus forte hausse

mûre" (+9,4%) ; "Manioc frais (Agbéli)" (+5,1%) ; "Pommes de terre" (+0,5%) ; "Carottes" (+37,7%) ; "Gombos frais" (+22,9%) ; "Oignon frais rond" (+22,5%) ; "Aubergine locale" (+6,1%) ; "Concombre" (+2,9%) ; "Carpe frite à l'huile rouge" (+7,7%) ; "Sardinelles fumées (Adiadoè)" (+5,0%) ; "Doèvi fumé (Anchois)" (+4,4%) ; "Saloumon fumé" (+3,4%) ; "Doèvi séché (Anchois)" (+2,0%) ; "Akpala fumé (Chinchard)" (+1,9%) ; "Manvi fumé (Hareng)" (+1,8%) ; "Poisson salé fermenté (Lanhoinhoin)" (+0,4%) ; "Haricots rouges secs" (+7,4%) ; "Haricots blancs secs" (+2,3%) ; "Arachide décortiquée crue" (+1,8%) ; "Sorgho en gains crus vendu au petit bol" (+12,1%) ; "Mil en grains crus vendu au petit bol" (+8,6%) ; "Riz importé longs grains vendu au petit bol" (+2,5%) ; "Riz importé brisé vendu au petit bol" (+0,7%) ; "Maïs séché en grains crus vendu au grand bol" (+0,6%) ; "Salade verte locale (Laitue)" (+38,4%) ; "Feuille de haricot" (+11,8%) ; "Gboma" (+3,7%) ; "Haricot vert" (+0,5%) ; "Choux vert" (+0,3%) ; "Bananes douces" (+8,9%) ; "Piment vert (Gboyébessé)" (+14,6%) ; "Gingembre frais" (+4,3%) ; "Potasse (Akanhoun)" (+3,0%) ; "Ail frais" (+2,7%) ; "Piment rouge frais" (+0,4%) ; "Poulet vivant de chair" (+19,5%) ; "Poulet local vivant" (+6,4%) ; "Pintade locale vivante" (+5,8%) ; "Coq vivant local" (+3,1%) ; "Ailes de poulet congelé" (+2,7%) ; "Spaghetti" (+6,1%) ; "Noix de palme (Décou)" (+6,1%) ; "Pâte d'arachide" (+0,3%) ; "Maïs en pâte (Mawoè)" (+12,7%) ; "Ablo" (+4,0%) ; "Jus de bissap" (+17,8%) ; "Jus de citron" (+6,3%) ; "Tissu synthétique kaki importé" (+0,9%) ; "Balais à brindilles de palmier" (+1,9%) ; "Balai traditionnel à tige" (+0,2%) ; "Herbe Zangara pour paludisme" (+7,4%) et "Pansement d'une plaie" (+3,0%).

Les plus fortes baisses

Contrairement aux variétés ci-dessus listées, les prix ont baissé pour le "Charbon de bois" (-

3,9%), le "Plat de wokoumé + sauce poisson (1 Plat)" (-1,4%), le plat de "Riz + sauce poisson" (-1,0%), le "Cure dents" (-8,3%), "Tchoukoutou local artisanal" (-2,8%), le "Vin de palme" (-1,4%) et la "Cola fraîche" (-3,2%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a enregistré une baisse de 0,1% sur le plan national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) a par contre progressé de 0,2%. Eu égard à l'état des produits, les prix des "Produits frais" et des "Produits Hors Energie et produits frais" ont enregistré des hausses respectivement de 4,2% et 0,2%. Par contre, les prix des "Produits de l'Energie" se sont contractés de 0,8%. Relativement à la provenance, les prix des produits "locaux" ont progressé de 1,3% et ceux des produits "importés" de 0,3%. Du point de vue de la classification sectorielle, la hausse du niveau général des prix est due à celle des prix des produits du secteur primaire (+4,6%) et secondaire (+0,4%). Pour ce qui est de la durabilité, la hausse observée provient essentiellement de l'augmentation des prix des produits "Non durables" (+1,6%).

Glissement annuel

Par rapport à mai 2020, le niveau général des prix a progressé de 3,8% conséquemment à la hausse des prix des fonctions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+7,6%), "Restaurants et Hôtels" (+3,3%), "Communication" (+8,5%), "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+3,3%), "Articles d'habillement et chaussures" (+0,8%), "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (+1,7%), "Loisirs et culture" (+1,8%), "Enseignement" (+1,6%) et "Tabac et stupéfiants" (+1,0%). A l'opposé, des baisses sont constatées respectivement pour les fonctions "Transports" (-4,0%), "Santé" (-1,3%) et "Biens et services divers" (-0,3%). Quant aux nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la hausse constatée en glissement annuel est la résultante de l'augmentation des prix des produits "Hors Energie et Produits frais" (+3,0%), des "Produits frais" (+8,2%) et de la baisse des prix des produits de l'"Energie" (-1,1%). Au regard de la provenance, cette évolution annuelle s'explique essentiellement par la hausse des prix des produits "locaux" (+5,7%). Quant à la durabilité, la progression du niveau général des prix sur le plan national a été influencée essentiellement par l'accroissement des prix des produits "Non durables" (+4,6%) et des "Services" (+4,7%). En ce qui concerne les secteurs de production, la hausse annuelle du niveau général des prix découle de l'augmentation des prix des produits des secteurs "secondaire" (+1,8%) ; "primaire" (+10,2%) et "tertiaire" (+4,7%).

Le taux d'inflation calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est établi à 2,2% contre 2,0% en avril 2021.

COVID 19 : Un New Deal sollicité par les pays africains

Ça va mieux sur le front de la lutte contre la Covid au Togo. Le nombre de cas actifs oscille entre 150 et 200, bien loin des pics du millier que le pays a connu il y a quelques semaines. Les efforts se poursuivent avec la vaccination et l'observation des mesures barrières, même si on remarque un laxisme des populations. Ce qui est intéressant, c'est l'engouement qu'on note pour la vaccination. On se rappelle des intoxications propagées par les réseaux sociaux sur la nocivité des vaccins contre la Covid et les appels à la population de ne pas accepter de se faire vacciner. Les plus conscients se sont pliés à la demande du gouvernement et en sont à leur deuxième dose.



Un vaccinodrome

messe du G7.

De toute façon, la volonté du gouvernement de vacciner le maximum des Togolais est manifeste, comme l'a exprimé le coordonnateur du CNGR. " Grâce aux mécanismes Covax et Avatt [African Vaccine Acquisition Task Team], des centaines de millions de doses seront livrées sans délai en Afrique dans les prochains mois. Le partage de doses de vaccins, précommandés, est engagé, via les canaux multilatéraux. C'est un acquis important, qui permettra de protéger en priorité les soignants ", reconnaissent des chefs d'Etats africains, dont Faure Gnassingbé, qui ont signé une tribune à cet effet.

Le volet économique de cette pandémie n'est pas oublié par ces dirigeants qui s'inquiètent des conséquences sur la croissance de leur pays. " En un an, la pandémie a interrompu une dynamique de croissance qui s'était installée depuis vingt-cinq ans, désorganisé des

chaînes de valeur et provoqué une recrudescence sans précédent des inégalités et de la pauvreté " relève les chefs d'Etat africains, reconnaissant que l'Afrique ne dispose pas des instruments pour se relever d'un tel choc, aussi massif qu'imprévu. Ils pointent du doigt les limites de la solidarité actuelle de la communauté internationale. " Alors que le Fonds monétaire international (FMI) estime que les pays africains auront besoin de 285 milliards de dollars [environ 234 milliards d'euros] de financements additionnels d'ici à 2025, il n'existe ni plan de relance, ni mécanisme de création monétaire en vigueur pour mobiliser de telles ressources. En d'autres termes, alors que d'autres régions entendent un relèvement rapide de leurs économies, l'Afrique ne lutte pas, à armes égales, face à la pandémie et le risque existe qu'une crise économique et sociale ne lui permette pas d'offrir à sa jeunesse les opportunités qu'elle est en droit d'at-

tendre " dénoncent-ils.

Il faut reconnaître que les mécanismes sur lesquels les pays africains ont fondé pendant plusieurs décennies cette solidarité trouvent aujourd'hui leurs limites. Ils sont fragilisés à court terme par l'urgence vaccinale et le risque d'une inégalité massive dans l'accès au vaccin. Ils sont fragilisés par le risque d'une grande divergence économique qu'aucun mécanisme d'urgence ne semble en mesure d'enrayer. " C'est pourquoi le moment est venu de nous projeter dans un cadre nouveau, dont l'ambition et l'audace doivent être comparables à celles d'un "New deal" ", lit-on dans la tribune. Les pays africains demandent au FMI d'expertiser l'utilisation des droits de tirage spéciaux (DTS) pour financer ce plan de lutte contre la pandémie.

En outre, la déclaration de Rome du sommet mondial, qui s'est tenu le 21 mai, confirme que l'élément déterminant pour combattre les pandémies à venir consiste à transférer, non seulement les licences, mais également le niveau d'expertise aux producteurs de vaccins des pays en développement. Dans l'attente de la conclusion d'un accord sur la propriété intellectuelle en cours de négociation à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Afrique doit être capable de produire des vaccins utilisant la technologie à ARN messenger et de conclure un accord, au sein de l'OMC, sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Grâce à l'impulsion du sommet de Paris pour les dirigeants africains, européens et financiers, qui s'est tenu le 18 mai, des partenariats de production de ce genre vont être financés et vont prendre de l'ampleur dans les mois qui viennent. Santé, éducation et changement climatique.

HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT : De la nécessité d'appliquer les prix suivant le marché international

Suite de la page 3

que le baril franchi un certain seuil de hausse, l'ajustement automatique est fait au niveau des stations d'essence.

Le Togo n'étant pas producteur de l'or noir, les populations pestent certes mais, elles ne peuvent s'en prendre qu'au cours du marché mondial du brut de pétrole. Et en ces occasions, il serait intéressant aux populations d'entendre que, pour ne pas "trouer" la poche des consommateurs, le gouvernement va subventionner à hauteur de tel pourcentage pour un prix raisonnable et abordable pour les Togolais. Il nous semble qu'ainsi fait, on aurait moins de critiques envers le gouvernement. Maintenir les gens dans un black-out total et venir jouer le médecin après la mort n'est pas judicieux de la part des ministres.

Et puis, qu'ils cessent de brandir la subvention comme un trophée. La subvention est faite pour des Togolais et non pour des Ghanéens, ni des Béninois encore moins d'autres nationalités. Ils sont là pour le

bonheur des populations et doivent en faire plus. Brandir les 13 milliards comme un effort surhumain du gouvernement n'est pas intéressant! Si le gouvernement ne subventionnait pas les produits pétroliers et, comme l'affirment les ministres, les Togolais doivent payer le super sans plomb à 595 FCFA, le Gasoil à 568 FCFA et le pétrole lampant à 417 FCFA, que fera-t-il des plus de 13 Milliards de FCFA ? Il est inimaginable, un seul instant, que cette pactole rentre dans les poches des ministres. Alors, forcément, elle servira quelque part sur un projet pour le bien de la population. Et donc, qu'ils cessent de nous rabâcher les oreilles de cette histoire de subvention. Une fois qu'elle est faite au profit des populations du Togo, il n'y a plus de débat!

A l'avenir, que le gouvernement applique et communique sur les prix suivant les fluctuations du baril sur le marché mondial (le marché du café et du cacao au Togo le fait chaque quinzaine). S'il faut baisser ou augmenter les prix à la pompe, tout le monde aura l'infor-

mation. Le montant de la subvention de l'Etat sera connu de tous. Les Togolais apprécieront. A bon entendre...

HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION
République Togolaise
Travail-Liberté-Patrie

HAAC

N° 1/HAAC/21/P

COMMUNIQUE DE LA HAAC

Le Président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) informe les promoteurs ou directeurs de radios et télévisions que la diffusion de la publicité des tradithérapeutes, des produits de la médecine traditionnelle et des médicaments est formellement interdite sur leurs antennes.

Par ailleurs, il rappelle aux agences de communication et de publicité que les messages des spots et des affiches publicitaires sont soumis à validation préalable de la HAAC avant leur diffusion, publication ou affichage.

A cet effet, les éléments à visionner et à valider sont reçus au Secrétariat Général de la HAAC, tous les jours ouvrables de 07H30 à 10H30, en vue de leur visionnage et validation. Les éléments, ainsi visionnés et validés, sont retirés dans l'après-midi à partir de 14H30.

En conséquence, sous peine de sanctions conformément aux textes en vigueur sur la presse, les agences de communication, de publicité, les sociétés de presse audiovisuelle, de presse écrite et en ligne ne doivent pas faire diffuser ou publier des spots publicitaires et des affiches publicitaires sans le visa de contrôle du contenu de la HAAC.

De même, les radios, télévisions, régies publicitaires, journaux et presse en ligne qui acceptent de diffuser ou publier des annonces publicitaires non visées par la HAAC seront sanctionnées.

Fait à Lomé, le 14 JUIN 2021

Le Président de la HAAC
Pitalounani TELOU

Zozo

LE TOGO PLEINEMENT REPRÉSENTÉ AU PARLEMENT RÉGIONAL



Le Togo dispose désormais de tous ses représentants au Parlement de la Cedeao. Le 3ème vice-président de l'Assemblée Nationale, Senanu Kokou Alipui, a officiellement prêté serment cette semaine en tant que nouveau membre devant l'institution réunie en plénière.

Le parlementaire rejoint Atcholi Aklesso, Kounou Nahou Agbandao, Memounatou Ibrahima et Senou Soklingbé, déjà en poste à Lagos.

Le Parlement régional, créé en 2006, est l'Assemblée des peuples de la Communauté. Il est composé des représentants de l'ensemble des peuples de l'espace Cedeao regroupés en un organe commun de législateurs transnationaux. La quote-part du Togo en son sein est de 5 membres.

Source : @Republiquetogolaise.com

UNE COLLECTE SPÉCIALE DE SANG ORGANISÉE CETTE SEMAINE

Ministère de la Santé, du Programme Nutritionnel et de l'Hygiène Personnelle

Journée Mondiale du DON DE SANG

Thème : Donnez votre sang pour faire battre le cœur du monde

Du 14 au 19 Juin 2021
Collecte de sang de 07h30 à 16h00

CNTS Lomé

Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) 988, rue 980758A, quartier Dicommasse, 01 BP Doumassé 01
02 BP 20 701 Lomé 2 Téléphone : +228 22 21 64 30 E-mail : info@centratogolais.com

Le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) organise du 14 au 19 juin, une vaste opération de collecte de sang. L'activité, qui s'inscrit dans le cadre de l'édition 2021 de la Journée mondiale du donneur de sang (célébrée chaque 14 juin), doit permettre à l'organisme relevant du ministère de la santé, de renforcer ses réserves et subvenir aux besoins des populations.

Les opérations se dérouleront simultanément, de 07h30 à 16h au CNTS à Lomé, et dans les points de Kpalimé, Atakpamé et Afagnan. Face aux pénuries de plus en plus fréquentes, "Il est important pour les communautés de répondre à l'appel humanitaire du don de sang", indiquait il y a quelques jours le directeur du centre, Feteke Lochina. En rappel, le don de sang est autorisé à partir de 18 ans et se limite à 60 ans.

Source : @Republiquetogolaise.com

Zozo

LES PAYS DU G7 SONT DE RETOUR EN AFRIQUE



Aider les pays les plus pauvres pour une sortie définitive de la pandémie. Le G7 a décidé de distribuer plus d'un milliard de vaccins contre le coronavirus d'ici la fin de 2022 dans l'espoir d'éradiquer la pandémie, a annoncé dimanche le Premier ministre britannique, Boris Johnson, à l'issue du sommet des dirigeants des pays industrialisés.

"J'ai demandé à mes homologues d'aider à préparer et à fournir les doses nécessaires pour vacciner le monde d'ici la fin de 2022", a déclaré M. Johnson. "Les dirigeants se sont engagés pour plus d'un milliard de doses" en les finançant ou via le dispositif de partage Covax, a-t-il ajouté.

Les dirigeants du G7 ont également annoncé un plan d'infrastructure pour les pays les plus pauvres pour rivaliser avec la Chine (...)

Source : @Republicoftogo.com

UNE POLITIQUE DE VOLONTARIAT DE RÉFÉRENCE



Le délégué général de France Volontaires, Yann Delaunay, effectue depuis dimanche une mission au Togo.

Il rencontrera les autorités, les partenaires locaux et des volontaires actuellement en mission.

Des rendez-vous sont confirmés avec la ministre du Développement à la base, l'ambassadrice de France, la représentation de l'UE, l'ambassade d'Allemagne ...

"Je me réjouis d'entamer une série de déplacements à l'international par le Togo, un pays qui a construit une politique de volontariat de référence sur le continent, et dans lequel le volontariat est profondément ancré, dans toute sa diversité", a déclaré M. Delaunay.

"Je compte aborder avec mes interlocuteurs les questions de développement du volontariat international, et notamment la relance des échanges de volontaires entre les deux pays suite à la crise sanitaire. Le volontariat est un axe structurant et transversal de la relation politique et de coopération entre la France et le Togo", a-t-il ajouté (...)

Source : @Republicoftogo.com

'VOUS N'ÊTES PAS SEULS'

Gerd Müller, ministre allemand de la Coopération économique et du Développement a débuté dimanche sa visite au Togo en offrant au ministère de la Santé, des respirateurs et des oxymètres.

Des équipements destinés au traitement des patients atteints de formes sévères du Coronavirus. "Vous n'êtes pas seuls dans la lutte contre le Covid; nous sommes prêts à vous soutenir", a-t-il martelé.

Source : @Republicoftogo.com

ENVIRONNEMENT :

Les Collectivités Territoriales de l'UEMOA s'engagent

La pandémie COVID-19 a entraîné une réduction des budgets des collectivités territoriales de l'espace UEMOA de l'ordre de 30 à 50 pour cent, ce qui a pour conséquence de limiter encore les capacités d'action des dites collectivités, face aux vulnérabilités liées aux menaces climatiques et aux entraves à l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations. Or, les problématiques d'atténuation et d'adaptation doivent être prise en mains conjointement par le niveau national et le niveau territorial, afin d'assurer la cohérence et la continuité de l'action climatique aux différents échelons de gouvernance.

Sur le sujet, les points focaux du Fonds Vert Climat des États membres de l'UEMOA; le Conseil des Collectivités Territoriales (CCT-UEMOA) et les Présidents des Associations nationales de Pouvoirs Locaux (APL) membres du Conseil des Collectivités Territoriales (CCT) de l'UEMOA; les collectivités territoriales adhérentes à la convention des maires pour le climat et l'énergie en Afrique subsaharienne (CoM SSA) et leurs partenaires se sont séparés la semaine dernière à Lomé après des discussions. Il s'est agi pour eux de prendre conscience de l'urgence de la nécessité d'augmenter l'ambition de l'Accord de Paris en vue de limiter la hausse du réchauffement de la planète à 1,5 degrés Celsius d'ici la fin du 21ème siècle par rapport à l'ère préindustrielle et d'éviter ainsi d'augmenter la fréquence des événements clima-



Mme Yawa Kouigan, présidente de la Fédération des communes du Togo (FCT)

tiques extrêmes et leurs effets désastreux sur nos villes et territoires.

Ils se sont dits convaincus de l'importance d'examiner les conditions à remplir, pour favoriser l'amplification de l'investissement climat au sein des collectivités territoriales de l'espace UEMOA et de structurer la coopération entre collectivités dans le cadre de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national pour la réalisation de l'Accord de Paris. " L'action climatique ne peut être efficace, au niveau des territoires, que si elle devient l'affaire de tous, requérant en particulier la sensibilisation, la participation et la contribution de tous les acteurs mobilisés autour des leaders et élus des collectivités territoriales ", ont-ils dit dans une déclaration rendue publique à la fin de la rencontre.

Les travaux du Forum de Lomé se veulent une contribution des collectivités territoriales de l'espace UEMOA aux principaux événements inscrits dans l'agenda clima-

tique, entre autres l'Africa Climate Week prévu en août 2021 à Kampala, Ouganda; la conférence Climate Chance prévue en septembre 2021 à Dakar, et la Conférence des Parties à la convention cadre des Nations Unies pour les changements climatiques prévue à Glasgow, Ecosse, Royaume Uni, en novembre 2021 (COP 26). Pour ce faire, ils estiment comprendre que l'action climatique apporte une perspective nouvelle dans la conception de nos modèles de développement et de réduction de la pauvreté, ce qui implique d'aligner tous les instruments et procédures de planification et de budgétisation à tous les niveaux de gouvernance, et notamment au niveau de nos villes et territoires et s'engagent à intégrer les objectifs environnementaux et climatiques dans les plans de développement des collectivités territoriales et dans les plans de relance économique post COVID afin de rendre nos sociétés et nos économies plus résilientes aux futurs chocs prévisi-

bles. Ils encouragent les collectivités territoriales de l'espace UEMOA à adhérer à la convention des maires pour le climat et l'énergie (CoM SSA) afin qu'elles puissent bénéficier des appuis mis en place dans ce cadre, pour l'élaboration des plans climat-énergie de leurs territoires. Ils ont appelé à travailler pour faire de Lomé le hub de la finance climatique en Afrique de l'Ouest et demandé que dans le cadre du Programme Readiness envisagé, il soit mis en place, avec l'appui de la Task Force Climat de CGLU Afrique, en collaboration avec l'UEMOA, un mécanisme de renforcement des capacités et un outil d'assistance technique au bénéfice des associations des collectivités territoriales de l'espace UEMOA, y compris à travers la mise en place des points focaux climat au sein des dites associations, l'élaboration de guides de sensibilisation et de formation, la mise à disposition de consultants pour l'appui technique à la structuration des projets climat-énergie intégrés aux plans de développement territoriaux.

Ils ont invité les collectivités territoriales de l'espace UEMOA à adopter une approche multi-acteurs dans la définition et la mise en œuvre de l'action climatique au niveau des territoires, et à travailler avec le secteur privé, le milieu de la recherche et la société civile pour explorer des solutions innovantes et participer à la collecte des données nécessaires pour assurer le monitoring, le reporting et la vérification de la mise en œuvre de l'agenda climatique au sein de nos territoires.

COOPERATION : Resserrement des liens entre l'Allemagne et le Togo

Une cérémonie de signature de la Déclaration d'intention conjointe du partenariat pour les réformes entre l'Allemagne et le Togo est intervenue hier à Lomé. Le ministre allemand de la Coopération économique et du Développement, Gerd Müller, en visite au Togo de 72 heures dans le pays, a été reçu par le président Faure Gnassingbé. Les échanges ont porté sur le partenariat sur les réformes au Togo.

In concreto, L'Allemagne va débloquent 142 millions d'euros pour le Togo cette année et les années à venir, dans le cadre du "nouveau partenariat germano-togolais pour les réformes." Cette initiative est la clé du développement. Les pays partenaires doivent, pour cela faire, des progrès tangibles en matière de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption, progrès mesurés avec des indicateurs internationaux, ceux de la Banque mondiale, par exemple. Nous proposons un partenariat approfondi aux pays qui empruntent avec



Echange de documents entre des ministres Müller (g) et Dussey (dt)

nous la voie des réformes. Avec le partenariat, nous soutenons ces pays dans la création de Cours des comptes et d'administrations fiscales ou dans le secteur énergétique", explique M. Müller.

Bien avant cette rencontre, le ministre fédéral Allemand, chargé de la coopération économique et du développement, a eu une séance de travail avec le ministre togolais des affaires étrangères Robert Dussey, rencontre au cours de laquelle des sujets d'intérêts commun d'ordre bilatéral, régional et multilatéral ont été évoqués. " Nous avons un niveau de coopération très satisfaisant", a souligné

M. Dussey.

Après la séance de travail au ministère des affaires étrangères, M. Müller s'est rendu dans les locaux de l'Institut National d'Hygiène (INH), pour toucher du doigt, le travail abattu dans le cadre de la lutte contre la pandémie. Il a remis 30 respirateurs et 5.000 oxymètres au ministre de la santé, afin de soutenir le Togo dans la lutte contre le coronavirus.

"Dans la lutte contre la pandémie du Covid-19, l'Allemagne a réagi rapidement en mettant à la disposition du Togo, 10 millions d'euros pour élargir les capacités des laboratoires de capacités de

dépistage et soutenir le personnel médical. Nous sommes prêts à poursuivre ce soutien. Nous allons également continuer à soutenir le Togo, concernant la mise sur pied d'un nouveau centre à Kara, puisqu'il est très important d'améliorer l'accès au service de santé, notamment dans les zones rurales", a promis le ministre allemand.

Le ministre togolais de la santé, a de son côté, exprimé la gratitude et la reconnaissance du Togo à l'Allemagne : "Tous ces équipements ne peuvent que galvaniser le système de santé du Togo".

Une visite sur le site de la plateforme industrielle d'Adetikopé pour la pose de la première pierre, pour la construction d'une nouvelle école de formation professionnelle et dans les locaux de la Société Nouvelle de Boissons (SNB), de même qu'à Do Pharma où il a visité les installations de production. L'hôte allemand a clôturé son tour par le palais de Lomé et d'une partie de l'exposition Lomé+ (contexte: thème de l'année 2021 de l'Union africaine: culture, arts, et patrimoine). (Nous y reviendrons).

Source : Savoirs News



LA FIBRE TOGOCOM EST CHEZ VOUS !



Souscrivez dès maintenant dans une agence Togocom
ou auprès de nos commerciaux itinérants !



#CQFS

**Le Numéro d'Identification Fiscale (NIF)
facilite les opérations de dédouanement
des marchandises.**



EN ROUTE VERS ...

AnéhoNousAppelle # ViveLesLacs

2^{ème} SITU
FOIREXPO *des Lacs*
 LA FOIRE DU PATRIMOINE

and jacques
 Pignat

